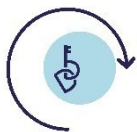


Notice d'information sur le traitement des données personnelles des fournisseurs



1. Introduction et identification des rôles dans le traitement des données personnelles

Dans le cadre de la conclusion et de l'exécution de contrats avec ses fournisseurs, **Garden Zorzi Srl** peut recevoir, collecter et traiter certaines données personnelles concernant le fournisseur, s'il s'agit d'une personne physique, et/ou concernant les employés et collaborateurs du fournisseur (même si ce dernier est une personne morale).

La présente notice a pour but d'informer les personnes physiques concernées de manière concise, transparente, compréhensible et facilement accessible, avec un langage clair et simple. Garden Zorzi Srl s'efforce de porter cette notice à la connaissance de chaque personne concernée, notamment en la publiant sur son site Internet. Étant donné que fournir individuellement ces informations à tous les collaborateurs de ses fournisseurs impliquerait un effort disproportionné, voire impossible dans certains cas, le Responsable du traitement entend également transmettre la présente notice à ses fournisseurs personnes morales, en leur demandant de la communiquer à leurs collaborateurs et employés concernés.



2. Responsable du traitement

Le responsable du traitement est **Garden Zorzi Srl**, dont le siège est situé Via delle Magnolie, 10 – 25010 San Felice del Benaco (BS), N° TVA : 01686550987.

Contact : info@hotelzorzi.it



3. Nature des données traitées

Le Responsable traite certaines données personnelles reçues ou collectées dans le but de conclure ou d'exécuter des contrats de fourniture de biens, de services ou de travaux répondant aux besoins de l'entreprise.

Il s'agit concrètement des données d'identification et de contact concernant le fournisseur personne physique et/ou les employés et collaborateurs du fournisseur (qu'il soit une personne physique ou morale), données communiquées dans le cadre des activités normales liées aux relations de fourniture.

Si un fournisseur ou un employé du fournisseur se rend dans les locaux de l'entreprise, les images captées et/ou enregistrées par les systèmes de vidéosurveillance pourront également être traitées.



4. Finalités du traitement

Les données sont traitées dans les buts suivants :

- a) conclure le contrat et exécuter les obligations qui en découlent ;
- b) respecter les obligations légales liées à l'exécution du contrat et à l'activité de l'entreprise (par exemple, en matière de droit civil, fiscal, comptable, santé et sécurité au travail) ;
- c) faire valoir les droits en justice ou en dehors de toute procédure judiciaire (par exemple, en cas de litige) ;
- d) procéder à la sélection et à la qualification du fournisseur ;
- e) gérer les accès physiques et les images issues de la vidéosurveillance.

L'absence de fourniture de ces données pourrait empêcher la conclusion ou la bonne exécution du contrat. En particulier, comme l'accès à des zones surveillées entraîne la collecte et le traitement d'images, le refus de fournir ces données entraîne l'impossibilité d'accéder aux locaux de l'entreprise.



5. Base juridique du traitement

Le traitement repose sur les bases juridiques suivantes :

- I. L'exécution de mesures précontractuelles et contractuelles (finalités a et d) ;
- II. Le respect des obligations légales auxquelles le responsable est soumis (finalité b) ;
- III. L'intérêt légitime du Responsable à défendre ses droits en cas de litige (finalité c) ;
- IV. L'intérêt légitime du Responsable à assurer la sécurité et protéger ses biens (finalité e).



6. Modalités de traitement

Les données personnelles sont traitées sur support papier et informatique, conformément aux normes applicables, à l'aide de mesures de sécurité appropriées. Des sous-traitants peuvent être désignés dans ce cadre.

Aucune activité de profilage n'est effectuée sur les données personnelles mentionnées.



7. Destinataires des données

Les données pourront être communiquées, de manière strictement pertinente, aux destinataires suivants :

- a) Administrations publiques, organismes et institutions dans le respect des obligations légales ;
- b) Cabinets d'audit, commissaires aux comptes ;
- c) Sociétés ou cabinets de conseil intervenant pour le compte de l'entreprise dans différents domaines, désignés en tant que sous-traitants.

Les entités mentionnées peuvent être des responsables autonomes du traitement ou des sous-traitants externes recevant des instructions spécifiques.



8. Transfert des données

Les données ne seront **pas transférées** en dehors de l'Union européenne.

Toutefois, si cela devenait nécessaire, le Responsable se réserve le droit d'héberger les serveurs dans des pays hors UE, en garantissant que tout transfert s'effectue conformément à la réglementation applicable, notamment via la

signature de clauses contractuelles types garantissant un niveau de protection adéquat.



9. Durée de conservation

Les données personnelles seront conservées pour la durée strictement nécessaire à la réalisation des finalités pour lesquelles elles ont été collectées, et en tout état de cause pour une durée maximale de dix ans.

En cas de litige ou de demande spécifique d'une autorité compétente, les données pourront être conservées le temps nécessaire à la défense des droits du Responsable ou à la satisfaction de la demande de l'autorité.

Les données de contact sont conservées pendant toute la durée du contrat. Les données nécessaires au respect d'obligations légales sont conservées pendant **au moins dix ans**.

Les images issues de la vidéosurveillance sont conservées pendant **24 heures**, sauf circonstances particulières (jours fériés, fermeture des locaux, demandes d'enquête des autorités judiciaires ou de police).



10. Droits de la personne concernée

La personne concernée, c'est-à-dire toute personne physique à laquelle les données se rapportent, peut exercer auprès du Responsable du traitement les droits prévus par le RGPD, notamment :

- droit d'accès (art. 15) ;

- droit de rectification (art. 16) ;
- droit à l'effacement (art. 17) ;
- droit à la limitation du traitement (art. 18) ;
- droit à la portabilité des données (art. 20) ;
- droit d'opposition (art. 21) ;
- droit de retrait du consentement lorsque le traitement repose sur celui-ci (art. 6(1)(a), art. 9(2)(a)).

Pour exercer ces droits, vous pouvez contacter le Responsable aux coordonnées indiquées dans cette notice. Toutes les demandes seront traitées dans les délais légaux et en tenant compte des conditions prévues par la réglementation.

En l'absence de fondement légal ou si la demande est infondée, le Responsable peut refuser d'y donner suite.

Le Responsable s'efforcera de répondre dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande. Ce délai peut être prolongé de deux mois en cas de complexité ou de nombre élevé de demandes.

En cas de désaccord avec la réponse, vous pouvez introduire une **réclamation auprès de l'autorité de contrôle** (www.garanteprivacy.it – section services en ligne / plainte) ou introduire un **recours juridictionnel**.